

Lancement d'une enquête de satisfaction

En 2009, pour la troisième année consécutive, l'IEDOM lance une enquête de satisfaction afin de mesurer l'appréciation des usagers de ses produits proposés. La prise en compte des attentes exprimées permettra à l'Institut de déterminer les actions propres à améliorer ou, le cas échéant, à renouveler les services et produits.

L'enquête qui débutera en octobre 2009 s'appuiera sur le recueil par téléphone des réponses des personnes interrogées sur des questionnaires établis préalablement. Les deux domaines étudiés concernent :

- l'activité fiduciaire (enquête auprès des transporteurs de fonds et des gestionnaires de caisses des banques),
- les études (enquête auprès des lecteurs des publications).

Cette étude sera réalisée par le cabinet GMV Conseil.

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

Rencontre du Président de la République avec les banquiers

Le Président de la République a réuni le 1^{er} octobre 2009 les dirigeants des principales banques françaises en présence du Premier ministre, du ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi, du Président de l'AMF et du sous-gouverneur de la Banque de France pour présenter les résultats du sommet du G20 de Pittsburgh et les décisions qu'il a prises pour les mettre en œuvre. Le Président de la République a annoncé que les banques appliqueront les règles décidées à Pittsburgh sur les rémunérations dans le secteur financier, décisions qui reprennent dans leur principe les règles applicables aux banques françaises décidées lors de la réunion du 25 août 2009. Il a annoncé la publication d'un arrêté qui précisera le pouvoir de contrôle et de sanction dévolu à la Commission bancaire en la matière ainsi que la présentation par la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi d'un projet de loi de régulation bancaire et financière destiné à mettre en œuvre les mesures de renforcement de la régulation du secteur financier décidées dans le cadre du sommet du G20.

Plan d'aide aux PME

Le Président de la République a présenté, lors du forum de la Confédération générale des PME le 5 octobre 2009, un plan de 2 milliards d'euros en faveur des petites et moyennes entreprises afin de consolider leurs fonds propres et encourager les investissements.

Projet de loi de finances pour 2010

Les crédits de la mission outre-mer augmentent de 6,3 % en 2010 et ne représentent qu'une part de l'effort global de l'Etat envers les collectivités d'outre-mer. Ils s'élèvent à 2,09 milliards d'euros en autorisations d'engagement et à 1,99 milliard d'euros en crédits de paiement contre 1,871 milliard en 2009. Le projet de loi de finances comprend trois axes : la mise en œuvre des orientations définies dans la loi de développement économique des outre-mer (LODEOM), l'emploi et la formation professionnelle et enfin la poursuite de l'amélioration des conditions de vie outre-mer.

Etats généraux de l'outre-mer

La journée de restitution nationale des travaux menés dans les DOM, les COM et en métropole à l'occasion des Etats généraux de l'outre-mer, décrétés en février 2009 par le Président de la République lors de la crise sociale aux Antilles, s'est déroulée à Paris le 1^{er} octobre 2009, en présence du ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales et de la secrétaire d'Etat chargée de l'Outre-mer. Les dossiers sont disponibles en téléchargement sur :

<http://www.outre-mer.gouv.fr/?-sujets-d-actualite-.html> et <http://www.etatsgenerauxdeloutremer.fr>

Concurrence dans la distribution dans les DOM

Mme Marie-Luce Penchard, secrétaire d'Etat en charge de l'outre-mer, a reçu M. Bruno Lasserre, président de l'Autorité de la concurrence, le 7 septembre 2009 pour évoquer les suites à donner à l'avis sur la concurrence dans la distribution dans les DOM.

L'avis n° 09-A-45 du 8 septembre 2009 relatif aux mécanismes d'importation et de distribution des produits de grande consommation dans les départements d'outre-mer est disponible en téléchargement à l'adresse suivante :

<http://www.autoritedelaconcurrence.fr/pdf/avis/09a45.pdf>

Publications

1 - Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social

Le rapport de Joseph Stiglitz, Amartya Sen et Jean-Paul Fitoussi, dans le cadre de la commission mandatée par le Président de la République au début de 2008, est disponible en téléchargement à l'adresse suivante :

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/094000427/index.html>

2 - Le prix des carburants dans les DOM

Le rapport des députés Jacques Le Guen et Jérôme Cahuzac, dans le cadre d'une mission commune d'information, est disponible sur :

<http://www.assemblee-nationale.fr/13/rap-info/i1885.asp>

Nomination

M. Gérard Rameix, ancien secrétaire général de l'Autorité des marchés financiers, a été nommé, par décret du Président de la République, Médiateur du Crédit en remplacement de M. René Ricol, à compter de fin septembre 2009.

SUIVI DE PLACE ET ACTIVITES DE L'INSTITUT

Conjoncture financière et bancaire au deuxième trimestre 2009

A fin juin 2009, l'activité des établissements de crédit intervenant dans le département apparaît contrastée.

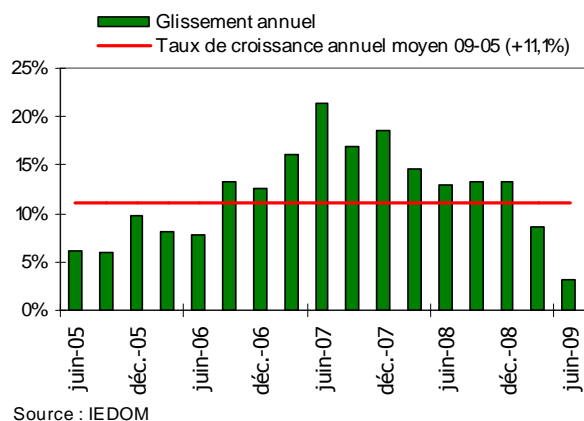
Dans un contexte de morosité de la conjoncture économique, la collecte des dépôts affiche une orientation favorable, l'encours ayant augmenté de 6 % sur un an (+5,1 % à fin mars). Cette tendance est marquée par l'accélération du rythme annuel de croissance de l'encours des comptes à vue (10,5 % sur un an), et par le ralentissement de la croissance de l'épargne de court terme (+4,2 %, contre +8,8 % à fin mars), lié à la contraction des placements indexés sur les taux de marché.

L'activité de crédit est par contre restée réduite au deuxième trimestre. L'encours des crédits à la consommation des ménages (hors comptes ordinaires débiteurs) enregistre un nouveau recul sur un an (-1,7 %, -3,6 % à fin mars). La progression annuelle des crédits d'investissement poursuit son ralentissement, en particulier au niveau des entreprises pour lesquelles la croissance de l'encours s'établit à un niveau historiquement bas (+3,1 %, contre +11,1 % en moyenne depuis 2005).

Au regard des résultats de l'enquête de conjoncture menée par l'IEDOM auprès des établissements de crédit de la place, l'activité bancaire ne devrait pas connaître d'amélioration significative au troisième trimestre 2009. Compte tenu du fléchissement des taux sur le marché monétaire, de la faible rémunération des comptes d'épargne à régime spécial et de la persistance de tensions dans la trésorerie des entreprises, les dirigeants des établissements interrogés anticipent une collecte de dépôts en retrait au troisième trimestre. L'activité de crédit apparaît également contrastée selon le segment de clientèle, les soldes d'opinion des dirigeants se révélant positifs pour les crédits à l'habitat et à la consommation des particuliers, mais négatifs pour les crédits d'exploitation et d'équipement octroyés aux entreprises. Néanmoins, au quatrième trimestre, l'effet saisonnier devrait permettre une croissance sensible du volume d'activité, tant sur la collecte de dépôts que sur l'octroi de crédits¹.

En dépit d'une prévision de baisse des commissions sur les neufs premiers mois de l'année, le produit net bancaire dégagé par les établissements de crédits locaux continuerait à croître au moins jusqu'à fin décembre 2009, mais les niveaux de croissance demeureraient nettement inférieurs à ceux réalisés en 2008. En revanche, le résultat net s'inscrirait en baisse aux troisième et quatrième trimestre 2009 en raison de l'augmentation des charges d'exploitation et du coût du risque.

Crédits d'investissement des entreprises



Résultats de l'enquête sur la santé financière des entreprises et les répercussions du mouvement social au 1er semestre 2009

Suite au mouvement social du début de l'année 2009, l'IEDOM a conduit une enquête auprès d'un panel d'entreprises. Néanmoins, en raison de taux de réponse insuffisamment élevés dans certains secteurs et d'un étalement dans le temps trop important des réponses, seule une partie des questionnaires a pu être exploitée.

Pendant la crise sociale qui a paralysé l'économie guadeloupéenne au 1er trimestre 2009, plus des ¾ des entreprises interrogées ont répondu avoir fermé dans les secteurs du BTP, de l'industrie et surtout du commerce. A l'issue du conflit, compte tenu des répercussions défavorables de la crise internationale, aggravées par le mouvement social, ces mêmes entreprises des secteurs du BTP, de l'industrie et du commerce ont déclaré vouloir geler ou reporter les investissements programmés.

Dans ce contexte difficile, la majorité des professionnels interrogés juge leur santé financière préoccupante, du fait des anticipations de tensions sur la trésorerie et d'augmentation des impayés. Dans les secteurs du commerce et de l'hôtellerie en particulier, les dirigeants d'entreprises font part de leurs inquiétudes quant à la détérioration du dialogue avec leurs partenaires financiers et redoutent un resserrement des conditions d'obtention du crédit (garanties, apports...).

BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Hausse confirmée du prix des carburants

Le 15 septembre, le Préfet de Guadeloupe a signé un arrêté relatif aux prix de certains produits pétroliers. A compter du 16 septembre, le prix du litre de super est passé de 1,08 à 1,14 euro et celui du gazole de 0,89 à 0,95 euro. L'Etat rappelle qu'il s'était engagé sur le gel des prix jusqu'au 15 mars 2009 (article 3 du protocole du 10 décembre 2008). Ce gel aura été prolongé jusqu'au début du mois de septembre. Source : « L'Etat s'engage en toute transparence » sur : <http://www.outre-mer.gouv.fr/IMG/pdf/quadeloupe.pdf> »

Les journées de l'entreprise « Entreprendre et réussir en Guadeloupe en période de crise »

Les journées de l'entreprise, initiées par l'Ordre des Expert-Comptables, ont eu lieu le 24, 25 et 26 septembre au Complexe World Trade Center. Elles avaient pour thème « Entreprendre et réussir en Guadeloupe en période de crise ». Ces journées ont informé les acteurs sur les dispositifs d'aides adaptés à leurs besoins tout en leur proposant un accompagnement personnalisé, des conseils et des consultations gratuites d'experts.

¹ L'effet saisonnier observé au quatrième trimestre s'explique notamment, pour l'activité de collecte de dépôts, par le versement aux salariés des primes de fin d'année et des 13^{ème} mois et, en ce qui concerne l'activité de crédit, par la tendance à la hausse de la consommation des ménages à cette période.

Rapport de l'Autorité de la concurrence sur les pratiques commerciales dans la grande distribution

Saisie le 18 février 2009 par le Secrétaire d'Etat à l'outre-mer sur la situation de la concurrence dans les départements d'outre-mer, l'Autorité vient de rendre un avis relatif aux mécanismes d'importation et de commercialisation des produits de grande consommation dans les DOM. Il s'agit du second volet de la saisine, qui avait donné lieu à l'avis **09-A-21** concernant **les carburants**. Dans son rapport, l'Autorité de la concurrence indique que, sur un échantillon d'environ 75 produits importés, plus de la moitié des écarts de prix constatés entre la métropole et l'Outre-mer sont supérieurs à 55%. Une part trop élevée pour s'expliquer seulement par les frais de transports et l'octroi de mer. L'Autorité souligne un manque de concurrence dans les marchés de détail et de gros. Par ailleurs, le secteur de la grande distribution à dominante alimentaire présente un niveau de concentration élevé, certains groupes détenant des parts de marchés supérieures à 40% sur un département ou sur certaines zones de chalands. Le rapport met également en exergue les pratiques d'exclusivités territoriales liant fréquemment fabricants et importateurs.

Pour redynamiser la concurrence sur les marchés, l'Autorité préconise de réprimer d'éventuelles pratiques anticoncurrentielles, de lever les obstacles à l'arrivée de nouveaux acteurs et de poursuivre l'amélioration de l'information des consommateurs sur les prix. Parallèlement à ces recommandations, l'Autorité propose la création de centrales d'approvisionnement et de stockage régionales qui, par mutualisation des moyens, réduiraient les coûts et permettraient la réalisation d'économies d'échelle. *Plus d'infos sur :* <http://www.autoritedelaconcurrence.fr/pdf/avis/09a45.pdf>

Le dossier Chlordécone : interdiction de pêche pour certaines espèces

A partir des résultats des plans de surveillance et de contrôle du niveau de contamination de la faune halieutique par la chlordécone réalisés en 2008, les pouvoirs publics ont pris la décision par arrêté préfectoral de suspendre à compter du 23 septembre et pour une durée de trois mois, la pêche et la commercialisation de cinq espèces dans certaines zones maritimes. Ces mesures de suspension sont provisoires, dans l'attente d'autres données et de préconisations précises de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments (Afssa).

Publications

Le bulletin trimestriel de conjoncture financière du deuxième trimestre 2009 est maintenant disponible. L'ensemble des publications de l'IEDOM sont téléchargeables gratuitement sur www.iedom.fr.

ACTUALITE REGIONALE

Le marché haïtien s'ouvre aux investisseurs étrangers

Le 10^{ème} forum des entreprises de la Grande Caraïbe, dont le thème central est « *Construisons des partenariats dans la Grande caraïbe* » se tiendra à Port-au-Prince du 21 au 24 octobre 2009. L'objectif de ce X^{ème} Forum est de promouvoir le commerce, les investissements et l'échange de savoir-faire entre les chefs d'entreprise de la région.

Pour en savoir plus : <http://www.10acsbusinessforum-haiti.com>

PRINCIPAUX INDICATEURS

		Données brutes	Var. Mens.	Gliss. Ann.	
REFERENCE	Indice des Prix à la consommation - Août 2009	119,0	0,0%	-0,8%	
	Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A - Août 2009	49 340	1,1%	8,2%	
	Commerce extérieur - chiffres provisoires				
	Exportations - (millions €) - Juillet 2009	7,5	-62,3%	-39,2%	
	- Cumul annuel	64,1	-	-28,6%	
	Importations - (millions €) - Juillet 2009	155,2	-3,2%	-29,4%	
	- Cumul annuel	918,3	-	-26,9%	
	Consommation d'électricité - GWh - Août 2009	150,2	7,3%	4,4%	
	- Cumul annuel	1 105,3	-	-0,6%	
	Consommation d'électricité moyenne tension - GWh - Août 2009	37,4	-16,3%	-1,6%	
- Cumul annuel	288,5	-	-4,3%		
VULNERA - BILITE	- Nombre de personnes physiques en interdit bancaire - Septembre 2009	23 512	-0,7%	1,2%	
	- Nombre de dossiers de surendettement déposés - Septembre 2009	32	3,2%	3,2%	
	- Incidents de paiement sur effet - Septembre 2009	- Montant en milliers €	1 165,0	-20,1%	-37,3%
		- Cumul	14 452,6	-	-12,6%
		- Nombre	152	4,1%	11,8%
	- Cumul	1324	-	5,7%	
- Nombre de retraits (confiscations) de cartes bancaires - Septembre 2009	469	1,7%	34,8%		
- Cumul annuel	3673	-	32,3%		
SECTEURS D'ACTIVITE	TRANSPORTS	Trafic aéroportuaire			
		Nombre de passagers - (entrées + sorties) - Août 2009	201 498	9,1%	0,1%
	- Cumul annuel	1 217 973	-	-12,0%	
	Nombre de mouvements d'avions - (atterrissages + décollages) - Août 2009	2 553	7,1%	-10,5%	
	- Cumul annuel	17 456	-	-17,1%	
	Trafic portuaire (Cumul annuel) - chiffres provisoires				
	- Trafic net de marchandises (entrées + sorties) - Tonnes - Septembre 2009	2 065 369	-	-17,1%	
	- Nombre de passagers (entrées + sorties) - Septembre 2009	564 561	-	-9,7%	
	Automobile				
	Nombre d'immatriculations de véhicules de tourisme neufs - Août 2009	711	-35,4%	-18,6%	
	- Cumul annuel	9 183	-	-7,3%	
	Nombre d'immatriculations de véhicules utilitaires neufs - Août 2009	163	-24,5%	-28,2%	
- Cumul annuel	1 934	-	-9,5%		
BTP	Consommation globale de ciment (tonnes) - Septembre 2009	19 876	-0,2%	14,4%	
	- Cumul annuel	170 048	-	-15,2%	
AGRI.	Exportations de bananes (tonnes) - Août 2009	4 594	-10,8%	8,7%	
	- Cumul annuel	31 956	-	14,6%	

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	taux	1,00%	date d'effet	13/05/2009
Taux de la facilité de prêt marginal		1,75%		13/05/2009
Taux de la facilité de dépôt		0,25%		08/04/2009

Taux d'intérêt légal				Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/09)				
ANNEE 2009	3,79%	JO du 11/02/09	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*	
ANNEE 2008	3,99%	JO du 23/02/08	1,25%	1,25%	1,75%	2,50%	0,75%	

* hors prime d'Etat

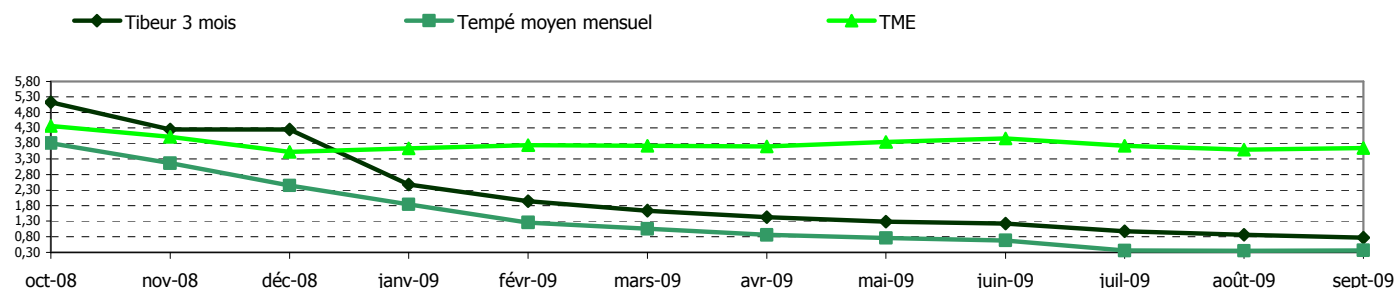
Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (septembre 2009)			
Juin	Juillet	Août	Septembre	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,6831%	0,3537%	0,3458%	0,3584%	0,4550%	0,7710%	1,0420%	1,2610%
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Juin	Juillet	Août	Septembre	Juin	Juillet	Août	septembre
3,96%	3,72%	3,60%	3,65%	4,16%	3,92%	3,80%	3,85%

Taux de l'usure (applicable à partir du quatrième trimestre 2009)

Crédits aux particuliers		Seuils de l'usure	Crédits aux entreprises		Seuils de l'usure
Prêts immobiliers					
Prêts à taux fixe		6,72%			
Prêts à taux variable		6,12%			
Prêts relais		6,59%			
Autres prêts					
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €		21,40%			
Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1524 € et prêts viagers hypothécaires		20,20%	Découverts en compte (1)		13,16%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1524 €		9,20%			

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

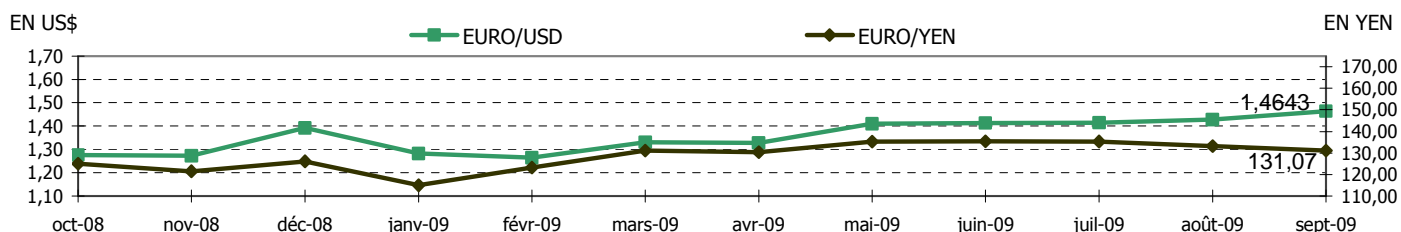
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,4643	EURO/ZAR (Afrique du sud)	10,8984	EURO/SRD (Surinam)	4,00894
EURO/JPY (Japon)	131,0700	EURO/BWP (Botswana)	9,66865	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,61422
EURO/CAD (Canada)	1,5709	EURO/SCR (Seychelles)	15,9689	EURO/DOP (Rép. Dom.)	52,7591
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,90930	EURO/MUR (Maurice)	44,6897	EURO/BBD (La Barbade)	2,92092
EURO/SGD (Singapour)	2,0654	EURO/BRL (Brésil)	2,6050	EURO/TTD (Trinité et Tobagc)	9,25661
EURO/HKD (Hong-Kong)	11,3485	EURO/VEF (Vénézuéla)	3,13603	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2917,24	EURO/XCD (Dominique)	3,94324	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 16 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0429300 MTL	30,1260 SKK